



Revue du Laboratoire Africain de Démographie et  
des Dynamiques Spatiales

**ISSN: 2707-0395**

*N°10 \_ Décembre 2023*

“

Mieux comprendre l'espace

”

Département de Géographie  
Université Alassane Ouattara

Courriel : [revuegeovision@gmail.com](mailto:revuegeovision@gmail.com)

Site web : [www.revuegeovision.laboraddys.org](http://www.revuegeovision.laboraddys.org)

## INDEXATIONS



TOGETHER WE REACH THE GOAL

Journal details : <http://sjifactor.com/passport.php?id=23386>



<https://reseau-mirabel.info/revue/17310/Geovision>



<https://aurehal.archives-ouvertes.fr/journal/read/id/150985>

**ADMINISTRATION DE LA REVUE**

**Directeur de publication** : Pr MOUSSA Diakité, Professeur Titulaire, Université Alassane Ouattara (Bouaké-Côte d'Ivoire)

**Rédacteur en chef** : Pr LOUKOU Alain François, Professeur Titulaire, Université Alassane Ouattara (Bouaké-Côte d'Ivoire)

**Rédacteur en chef adjoint** : Dr ZAH Bi Tozan, Maître de Conférences, Université Alassane Ouattara (Bouaké-Côte d'Ivoire)

**SECRETARIAT DE RÉDACTION**

Dr DIARRASSOUBA Bazoumana, Maître de Conférences, Université Alassane Ouattara (Bouaké-Côte d'Ivoire)

Dr FOFANA Bakary, Géographe, Chercheur Indépendant

Dr ADOU Bosson Camille, Géographe, Enseignant-Chercheur, Université de Bondoukou (Côte d'Ivoire)

Dr TANOH Ané Landry, Géographe, Chercheur Indépendant

**COMITÉ SCIENTIFIQUE ET DE LECTURE**

Pr MOUSSA Diakité, Université Alassane Ouattara (Bouaké-Côte d'Ivoire)

Pr BÉCHI Grah Félix, Université Alassane Ouattara (Bouaké-Côte d'Ivoire)

PhD : Inocent MOYO, University of Zululand (Afrique du Sud) / Président de la Commission des études africaines de l'Union Géographique Internationale (UGI)

Pr AFFOU Yapi Simplicie, Université Félix Houphouët Boigny Cocody-Abidjan (Côte d'Ivoire)

Pr ALOKO N'guessan Jérôme, Université Félix Houphouët Boigny Cocody-Abidjan (Côte d'Ivoire)

Pr ASSI-KAUDJHIS Joseph P., Université Alassane Ouattara (Bouaké-Côte d'Ivoire)

Pr BIGOT Sylvain, Université Grenoble Alpes (France)

Professor J.A. BINNS, Géographe, University of Otago (Nouvelle-Zélande)

Pr BOUBOU Aldiouma, Université Gaston Berger (Sénégal)

Pr BROU Yao Téléphore, Université de La Réunion (La Réunion-France)

Pr Momar DIONGUE, Université Cheick Anta Diop (Dakar-Sénégal)

Pr Emmanuel EVENO, Université Toulouse 2 (France)

Pr KOFFI Brou Émile, Université Alassane Ouattara (Bouaké-Côte d'Ivoire)

Pr KONÉ Issiaka, Université Alassane Ouattara (Bouaké-Côte d'Ivoire)

Pr Nathalie LEMARCHAND, Université Paris 8 (France)

Pr Pape SAKHO, Université Cheick Anta Diop, (Dakar-Sénégal)

Pr SOKEMAWU Koudzo Yves, Université de Lomé (Togo)

Dr Ibrahim SYLLA, Université Cheick Anta Diop, (Dakar-Sénégal)

Pr LOUKOU Alain François, Université Alassane Ouattara (Bouaké-Côte d'Ivoire)

Pr VEI Kpan Noel, Université Alassane Ouattara (Bouaké-Côte d'Ivoire)

Dr (MC) ZAH Bi Tozan, Université Alassane Ouattara (Bouaké-Côte d'Ivoire)

Dr (MC) DIOMANDÉ Béh Ibrahim, Université Alassane Ouattara (Bouaké- Côte d'Ivoire)

Dr (MC) SORO Nabegue, Université Alassane Ouattara (Bouaké-Côte d'Ivoire)

Dr (MC) KOFFI Kan Émile, Université Alassane Ouattara (Bouaké-Côte d'Ivoire)

Dr (MC) ETTIEN Dadja Zenobe, Université Alassane Ouattara (Bouaké-Côte d'Ivoire)

## INSTRUCTIONS AUX AUTEURS

Dans le souci d'uniformiser la rédaction des communications, les auteurs doivent se référer aux normes du Comité Technique Spécialisé (CTS) de Lettres et Sciences Humaines/CAMES. En effet, le texte doit comporter un titre (Times New Roman, taille 12, Lettres capitales, Gras), les Prénom(s) et NOM de l'auteur ou des auteurs, l'institution d'attache, l'adresse électronique de (des) auteur(s), le résumé en français (250 mots), les mots-clés (cinq), le résumé en anglais (du même volume), les keywords (même nombre que les mots-clés). Le résumé doit synthétiser la problématique, la méthodologie et les principaux résultats. Le manuscrit doit respecter la structure d'un texte scientifique comportant : Introduction (Problématique ; Hypothèse compris) ; Approche méthodologique ; Résultats et Analyse ; Discussion ; Conclusion ; Références bibliographiques. Le volume du manuscrit ne doit pas excéder 15 pages, illustrations comprises. Les textes proposés doivent être saisis à l'interligne 1, Times New Roman, taille 11.

**1. Les titres des sections du texte doivent être numérotés de la façon suivante :** 1. Premier niveau (Times New Roman, Taille de police 12, gras) ; 1.1. Deuxième niveau (Times New Roman, Taille de police 12, gras, italique) ; 1.2.1. Troisième niveau (Times New Roman, Taille de police 11, gras, italique).

**2. Les illustrations :** les tableaux, les cartes, les figures, les graphiques, les schémas et les photos doivent être numérotés (numérotation continue) en chiffres arabes selon l'ordre de leur apparition dans le texte. Ils doivent comporter un titre concis, placé au-dessus de l'élément d'illustration (centré ; taille de police 11, gras). La source (centrée) est indiquée en dessous de l'élément d'illustration (Taille de police 10). Ces éléments d'illustration doivent être annoncés, insérés puis commentés dans le corps du texte.

**3. Notes et références :** 3.1. Éviter les références de bas de pages ; 3.2. Les références de citation sont intégrées au texte citant, selon les cas, ainsi qu'il suit : -Initiale (s) du Prénom ou des Prénoms et Nom de l'auteur, année de publication, pages citées. Exemple : (D. MOUSSA, 2018, p. 10) ; -Initiale (s) du Prénom ou des Prénoms et Nom de l'Auteur (année de publication, pages citées). Exemple : D. MOUSSA (2018, p. 10).

**4. La bibliographie :** elle doit comporter : le nom et le (les) prénom (s) de (des) auteur(s) entièrement écrits, l'année de publication de l'ouvrage, le titre, le lieu d'édition, la maison d'édition et le nombre de pages de l'ouvrage. Elle peut prendre diverses formes suivant le cas :

- *pour un article* : LOUKOU Alain François, 2012, « La diffusion globale de l'Internet en Côte d'Ivoire. Évaluation à partir du modèle de Larry Press », in *Netcom*, vol. 19, n°1-2, pp. 23-42.

- *pour un ouvrage* : HAUHOUOT Asseyo Antoine, 2002, *Développement, aménagement, régionalisation en Côte d'Ivoire*, EDUCI, Abidjan, 364 p.

- *un chapitre d'ouvrage collectif* : CHATRIOT Alain, 2008, « Les instances consultatives de la politique économique et sociale », in Morin, Gilles, Richard, Gilles (dir.), *Les deux France du Front populaire*, Paris, L'Harmattan, « Des poings et des roses », pp. 255-266.

- *pour les mémoires et les thèses* : DIARRASSOUBA Bazoumana, 2013, *Dynamique territoriale des collectivités locales et gestion de l'environnement dans le département de Tiassalé*, Thèse de Doctorat unique, Université Félix Houphouët Boigny, Abidjan, 489 p.- *pour un chapitre des actes des ateliers, séminaires, conférences et colloque* : BÉCHI Grah Felix, DIOMANDE Beh Ibrahim et GBALOU De Sahi Junior, 2019, Projection de la variabilité climatique à l'horizon 2050 dans le district de la vallée du Bandama, Acte du colloque international sur « *Dynamique des milieux anthropisés et gouvernance spatiale en Afrique subsaharienne depuis les indépendances* » 11-13 juin 2019, Bouaké, Côte d'Ivoire, pp. 72-88

- Pour les documents électroniques : INS, 2010, *Enquête sur le travail des enfants en Côte d'Ivoire*. Disponible à : [http://www.ins.ci/n/documents/travail\\_enfant/Rapport%202008-ENV%202008.pdf](http://www.ins.ci/n/documents/travail_enfant/Rapport%202008-ENV%202008.pdf), consulté le 12 avril 2019, 80 p.

## Éditorial

Comme intelligence de l'espace et savoir stratégique au service de tous, la géographie œuvre constamment à une meilleure compréhension du monde à partir de ses approches et ses méthodes, en recourant aux meilleurs outils de chaque époque. Pour les temps modernes, elle le fait à l'aide des technologies les plus avancées (ordinateurs, technologies géospatiales, à savoir les SIG, la télédétection, le GPS, les drones, etc.) fournissant des données de haute précision sur la localisation, les objets et les phénomènes. Dans cette quête, les dynamiques multiformes que subissent les espaces, du fait principalement des activités humaines, offrent en permanence aux géographes ainsi qu'à d'autres scientifiques des perspectives renouvelées dans l'appréciation approfondie des changements opérés ici et là. Ainsi, la ruralité, l'urbanisation, l'industrialisation, les mouvements migratoires de populations, le changement climatique, la déforestation, la dégradation de l'environnement, la mondialisation, etc. sont autant de processus et de dynamiques qui modifient nos perceptions et vécus de l'espace. Beaucoup plus récemment, la transformation numérique et ses enjeux sociaux et spatiaux ont engendré de nouvelles formes de territorialité et de mobilité jusque-là inconnues, ou renforcé celles qui existaient au préalable. Les logiques sociales, économiques et technologiques produisant ces processus démographiques et ces dynamiques spatiales ont toujours constitué un axe structurant de la pensée et de la vision géographique. Mais, de plus en plus, les sciences connexes (sciences sociales, sciences économiques, sciences de la nature, etc.) s'intéressent elles aussi à l'analyse de ces dynamiques, contribuant ainsi à l'enrichissement de la réflexion sur ces problématiques. Dans cette perspective, la revue GéoVision qui appelle à observer attentivement le monde en vue de mieux en comprendre les évolutions, offre aux chercheurs intéressés par ces dynamiques, un cadre idéal de réflexions et d'analyses pour la production d'articles originaux. Résolument multidisciplinaire, elle publie donc, outre des travaux géographiques et démographiques, des travaux provenant d'autres disciplines des sciences humaines et naturelles. GéoVision est éditée sous les auspices de la Commission des Études Africaines de l'Union Géographique Internationale (UGI), une instance spécialement créée par l'UGI pour promouvoir le débat académique et scientifique sur les enjeux, les défis et les problèmes spécifiques de développement à l'Afrique. La revue est semestrielle, et paraît donc deux fois par an (en anglais et en français).

Bouaké, le 16 Septembre 2019

La rédaction

## **AVERTISSEMENT**

**Le contenu des publications n'engage que leurs auteurs. La Revue GéoVision ne peut, par conséquent, être tenue responsable de l'usage qui pourrait en être fait.**

**SOMMAIRE**

ANALYSE DE LA RÉPARTITION GEOGRAPHIQUE DES OUVRAGES HYDRAULIQUES DANS L'ARRONDISSEMENT D'ÈKPE, COMMUNE DE SEME-PODJI AU BENIN

**NOFODO INNOCENT GBAÏ, DJAFAROU ABDOULAYE, Ismaël E. PADONOU, Brice A. H. TENTE, Jean Bosco K. VODOUNOU..... 12**

ANALYSE DE LA DYNAMIQUE DES VILLES DE TOUBORO ET DE MADINRIN AU NORD-CAMEROUN

**NDJIDDA PALOU Justin<sup>1</sup> et TCHOTSOUA Michel<sup>2</sup>..... 30**

CONTRIBUTION DU TRANSPORT ROUTIER A L'ESSOR URBAIN DE LA VILLE DE SEGOU AU MALI

**DOUMBIA Siaka<sup>1</sup>, IBRAHIMA Aliou<sup>2</sup>, ABDOUL KADRI Koll<sup>3</sup>, BAH Sory Ibrahima<sup>4</sup>, SOIBA Alhousseyni<sup>5</sup> ..... 46**

VARIABILITÉ DE LA PLUVIOMÉTRIE DANS LE NORD-OUEST DU SÉNÉGAL

**SOULEYMANE DIALLO <sup>1</sup>, CHEIKH DIOP <sup>2</sup>..... 55**

LA MOTO-TAXI DANS LE TRANSPORT COLLECTIF À DAKAR (SÉNÉGAL) : ENTRE STRATÉGIE DE SURVIE DES ACTEURS, EFFICACITÉ DANS LES DÉPLACEMENTS ET DÉRIVÉS

**FALL Awa<sup>1</sup>, NGOM Ndèye<sup>2</sup>, CASSE Lamine Ousmane<sup>3</sup>, GNING Djibril<sup>4</sup>..... 65**

GENRE, RECOURS ET LES DÉTERMINANTS DE L'ACCÈS AUX RESSOURCES ÉNERGÉTIQUES DANS LES MÉNAGES RURAUX DE LA PRÉFECTURE DE TONE (RÉGION DES SAVANES AU TOGO)

**Yendoubouan NANGUEPAGUE<sup>1</sup>, Edinam KOLA<sup>2</sup>..... 80**

ANALYSE FLORISTIQUE ET SOCIO-ÉCONOMIQUE DE LA VÉGÉTATION DES COLLINES DU CANTON D'ATALOTE DANS LA COMMUNE DE KERAN 2 (NORD-TOGO)

**AKAME Laounta ..... 96**

REGARD SUR LE TOURISME RÉSIDENTIEL EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE : LE CAS DE LA STATION BALNÉAIRE DE SALY PORTUDAL (SÉNÉGAL)

**Elhadji Babacar NDAO<sup>1</sup>, Cheikh Samba WADE<sup>2</sup>, Aly SAMBOU<sup>3</sup> ..... 111**

LE TOURISME COMME ALTERNATIVE À LA PRODUCTION DU CANNABIS DANS LES ÎLES KARONE EN CASAMANCE (SÉNÉGAL)

**Philippe Ndiaga Ba<sup>1</sup>, Mamadou Diombéra<sup>2</sup>..... 128**



LES UNITÉS DE PRODUCTION DE L'ATTIÉKÉ DANS LA VILLE DE GRAND-LAHOU A L'ÉPREUVE DE LA CULTURE DU MANIOC (CÔTE D'IVOIRE)

**Kouassi Séverin KOUAKOU<sup>1</sup>, Koffi Jean Marius Boris KOUAME<sup>2</sup> ..... 142**

DE LA NÉCESSITÉ D'UN SERVICE DE COMMUNICATION À LA MAIRIE DE GRAND-BASSAM

**Guy-Venance GNAKO..... 157**

LES COMMUNES CÔTIÈRES DU SÉNÉGAL FACE AUX DÉFIS DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES : CAS DES INONDATIONS DANS LA COMMUNE DE THIAROYE SUR MER

**Mame Cheikh NGOM<sup>1</sup>, Abibatou SARRE<sup>2</sup>, Madior LY<sup>3</sup>, Didier DESPOND<sup>4</sup>..... 168**

GOUVERNANCE DU FONCIER URBAIN À KATIOLA (CÔTE D'IVOIRE) : DES DISCORDS DANS LA GESTION D'UNE RESSOURCE CONVOITÉE DANS LE DÉVELOPPEMENT DE LA VILLE

**KONAN Kouakou Attien Jean-Michel<sup>1</sup>, COULIBALY Karamoko<sup>2</sup>, YAPI Atsé Calvin<sup>3</sup>..... 184**

LES PROFESSEURS D'HISTOIRE-GÉOGRAPHIE DU CYCLE SECONDAIRE DES INSPECTIONS D'ACADÉMIE (IA) DE DAKAR ET DE SÉDHIU (SÉNÉGAL) À L'ÉPREUVE DE L'USAGE PÉDAGOGIQUE DE LA CARTOGRAPHIE NUMÉRIQUE

**Amadou Tidiane DIALLO<sup>1</sup>, Mamadou Bouna TIMÉRA<sup>2</sup>..... 195**

IMPACT DE LA PRODUCTION DE LA BANANE PLANTAIN SUR L'AUTONOMISATION DE LA FEMME EN ZONE RURALE DANS LE DÉPARTEMENT DE BOUAFLÉ, CÔTE D'IVOIRE

**SILUE FONOLOUROUGO<sup>1</sup>, YEO NAVANHAN<sup>2</sup>, VEI KPAN NOEL<sup>3</sup> ..... 207**

CAUSES ET CONSÉQUENCES DE LA DÉPERDITION SCOLAIRE FÉMININE AU LYCÉE ASKIA MOHAMED (LAM) DANS LE DISTRICT DE BAMAKO AU MALI

**Modibo Z. COULIBALY<sup>1\*</sup>, Bakari SANOGO<sup>2</sup>, Alassan KEITA<sup>3</sup> ..... 222**

LES CURRICULUMS DE GÉOGRAPHIE DU SECONDAIRE GENERAL IVOIRIEN : QUEL PARADIGME DOMINANT DANS UN CONTEXTE D'ÉMERGENCE DE L'ÉDUCATION AU DÉVELOPPEMENT DURABLE (EDD) ?

**Kouadio Jean-Pierre OUSSOU ..... 235**

DÉSTRUCTURATION DU G5 SAHEL ET PERSPECTIVE TERRORISTE DANS LES ÉTATS MEMBRES DE LA CBLT

**Christian EYAGA<sup>1</sup>, Brahim Nouradine MAHAMAT<sup>2</sup>, Désiré NDOKI<sup>3</sup> ..... 249**

L'ACCOMPAGNEMENT DES FRERES ET SŒURS DANS LA SCOLARITE DE LEUR GERMAIN AUTISTE

**Alimata SAWADO**..... 266

LES CARACTÉRISTIQUES SOCIO-DÉMOGRAPHIQUES DES RÉSIDENTS EN ZONE PORTUAIRE D'ABIDJAN

**KANGA Konan Victorien**..... 276

PRATIQUES URBAINES ET DÉGRADATION DU CADRE DE VIE DANS L'ARRONDISSEMENT 2 BACONGO À BRAZZAVILLE (RÉPUBLIQUE DU CONGO)

**BAKANAHONDA Syviney Franck Laurel**..... 290

LES PETITS MÉTIERS SUR LE DOMAINE UNIVERSITAIRE A NIAMEY (NIGER)

**BOUBACAR AKALI Haoua<sup>1</sup>, MOUSSA YAYE Abdoul Bachirou<sup>2</sup>, MOTCHO Kokou Henri<sup>3</sup>**  
..... 298

EFFETS DE LA RÉFORME DU SECTEUR DES ENGRAIS SUR LES PETITS PRODUCTEURS DU SOUCHET (CYPERUS ESCULENTUS L.) DE LA RÉGION DE MARADI (NIGER)

**Saley SOULEY <sup>1\*</sup>, Bachirou SEYNI BODO <sup>2</sup> et Maman WAZIRI MATO <sup>3</sup>** ..... 313

ÉTUDE COMPARÉE DE LA PERCEPTION PAYSANNE ET DONNÉES D'IMAGES SATELLITAIRES SUR L'ÉVOLUTION DU COUVERT VÉGÉTAL DANS LA RÉGION DU GBÔKLÈ

**Konan Henri AHOUE**..... 327

AGRICULTURE URBAINE ET GESTION DE L'ESPACE DANS LA VILLE DE N'DJAMENA (TCHAD)

**ABDEL-AZIZ Moussa Issa** ..... 346

CAUSE DES CRISES ALIMENTAIRES AU NIGER

**Mahamadou YACOUBOU**..... 360

SUIVI PAR TÉLÉDÉTECTION DU STRESS HYDRIQUE DU COTONNIER DANS LA SOUS-PRÉFECTURE DE DIANRA (NORD-CÔTE D'IVOIRE)

**Kagnatié Rahimat-Samira FOFANA<sup>1</sup>; KANGA Kouakou Hermann Michel <sup>2</sup>; Zambélé Armand TRA BI <sup>3</sup>; Joseph Jordan Harris DJOMAN <sup>4</sup>; Djénébou SOUMAHORO <sup>5</sup>**.....374

VILLES MINIÈRES AU GABON : LES CARENCES ENVIRONNEMENTALES DANS L'URBANISATION DE MOANDA

<b>Jean-Kevin Aimé TSIBA .....</b>	<b>390</b>
VARIABILITÉ CLIMATIQUE ET DYNAMIQUE DU COUVERT VÉGÉTAL DANS UN CONTEXTE SPATIAL ANTHROPISÉ : CAS DE LA PARTIE EST DU BASSIN ARACHIDIER DU DÉPARTEMENT DE THIÈS (BADT), CENTRE-OUEST DU SÉNÉGAL	
<b>Abdoulaye SOUGOU<sup>1</sup>, Amadou Tidiane DIA<sup>1</sup>, Mouhamadou Bassirou SECK<sup>1</sup>, Dame GUEYE<sup>2</sup>, Mamadou SARR<sup>3</sup> &amp; Boubou Aldiouma SY<sup>1</sup> .....</b>	<b>404</b>
IMPACTS DE LA DYNAMIQUE SPATIOTEMPORELLE DES ACTIVITÉS EXTRACTIVES DE PHOSPHATE SUR LES UNITÉS DE PAYSAGE DANS LA COMMUNE DE TAÏBA NDIAYE, OUEST DU SÉNÉGAL	
<b>Balla DIOP, Abdoulaye SOUGOU, Amadou Tidiane DIA &amp; Boubou Aldiouma SY.....</b>	<b>421</b>
LES MIGRATIONS DES ADOLESCENTS EN MILIEU RURAL BURKINABÉ : ENTRE PERCEPTION DU « CHANGEMENT CLIMATIQUE » ET STRATÉGIES D'ADAPTATION FAMILIALES	
<b>IRISSA ZIDNABA .....</b>	<b>439</b>
ESSAI D'ANALYSE PROSPECTIVE DES MUTATIONS SPATIALES SUR UN LITTORAL AFRICAÏN LE CAS DE LA COMMUNE D'AKANDA AU GABON	
<b>Arnaud MOUAMOU<sup>1</sup>, Brice D. KOUMBA MABERT<sup>1</sup>, Nicaise RABENKOGO<sup>2</sup>, Libert B. TONFACK<sup>3</sup>.....</b>	<b>453</b>

## LES PETITS MÉTIERS SUR LE DOMAINE UNIVERSITAIRE A NIAMEY (NIGER)

**BOUBACAR AKALI Haoua<sup>1</sup>, MOUSSA YAYE Abdoul Bachirou<sup>2</sup>, MOTCHO Kokou Henri<sup>3</sup>**

<sup>1</sup>Université Abdou Moumouni, [boubacar.haoua@yahoo.fr](mailto:boubacar.haoua@yahoo.fr)

<sup>2</sup>Université Abdou Moumouni, [moussayayeabdoulbachirou@gmail.com](mailto:moussayayeabdoulbachirou@gmail.com)

<sup>3</sup>Université Abdou Moumouni, [motchohenri@gmail.com](mailto:motchohenri@gmail.com)

### Résumé

Les petites activités informelles matérialisent le plus souvent la rue en Afrique par divers usages allant d'un simple étal à la boutique construite en dur. Ces usages de la rue ne se font pas selon les normes et impactent le plus souvent l'organisation de l'espace. L'université Abdou Moumouni, espace du savoir sis dans la ville capitale du Niger, Niamey, n'y déroge pas. La modicité de l'investissement des autorités rectorales et étatiques couplée à une croissance rapide des effectifs des étudiants, engendrent de nombreux défis dont celui des conditions de vie de la communauté universitaire. La rupture d'équilibre entre la croissance de la population (étudiants, PAT et enseignants-chercheurs) et la construction d'équipements universitaires (salles de cours, hébergement, lieux de récréation, équipements commerciaux, etc.) a favorisé le développement des petites activités économiques offrant des biens et des services à des prix abordables aux étudiants et aux personnels universitaires. Ainsi, les principales rues de l'université sont envahies par une multitude d'activités informelles transformant son territoire en un véritable marché informel de rue. Quels sont les déterminants socioéconomiques du développement de ces activités informelles à l'université Abdou Moumouni de Niamey ? Le champ d'investigation est donc le territoire de l'université Abdou Moumouni de Niamey. La méthodologie adoptée s'appuie sur des enquêtes quantitatives et qualitatives qui ont permis d'analyser les déterminants socioéconomiques de l'occupation des abords des voies de l'université Abdou Moumouni de Niamey par les activités économiques informelles.

**Mots clés :** Niamey, Université Abdou Moumouni, rue, petits métiers, étudiants

### SMALL JOBS IN THE UNIVERSITY FIELD IN NIAMEY (NIGER)

#### Summary

Small informal activities most often materialize the street in Africa by various uses ranging from a simple stall to the shop built hard. These uses of the street are not done according to the standards and most often impact the organization of the space. Abdou Moumouni University, a knowledge space located in Niger's capital city, Niamey, is no exception. The limited investment of the rectoral and state authorities, coupled with a rapid growth in student numbers, creates many challenges, including the living conditions of the university community. The disruption of the balance between population growth (students, PAT and teacher-researchers) and the construction of university facilities (classrooms, accommodation, places of recreation, commercial facilities, etc.) has favoured the development of small economic activities offering goods and services at affordable prices to students and university staff. Thus, the main streets of the university are invaded by a multitude of informal activities transforming its territory into a real informal street market. What are the socio-economic determinants of the development of these informal activities at Abdou Moumouni University in Niamey? The field of investigation is therefore the territory of the Abdou Moumouni University of Niamey. The methodology adopted is based on quantitative and qualitative surveys that have made it possible to analyze the socio-economic determinants of the occupation of the approaches to the roads of Abdou Moumouni University in Niamey by informal economic activities.

**Keywords :** Niamey, Abdou Moumouni University, street, small trades, students

## Introduction

Activités souterraines, flottantes, informelles, sans enregistrement et le plus souvent sans imposition, les petits métiers de rue ont été analysés par plusieurs chercheurs (H. De Soto, 1994 ; G. Wackermann, 2005 ; K.H. Motcho, 2005 ; J. Monnet, 2006 ; H. Boubacar Akali, 2019; I. Bukome et M. Schoumaker, 1988 ; G.K. Nyassogbo, 2011 ; etc.) pour montrer qu'ils se pratiquent dans l'illégalité et donnent l'image du sous-développement (J. Monnet, 2006, p. 1) surtout des grandes villes africaines. Il s'agit d'une activité qui occupe à plein temps ou à temps partiel des personnes qui ne figurent pas dans les statistiques de l'emploi parce que leur entreprise n'est pas enregistrée (C. Morrison et D. Mead, 2016, p.4).

Les villes d'Afrique subsaharienne constituent des lieux de prolifération de ces activités qui offrent des produits en petite quantité pour une population en majorité pauvre. Ces petits commerces appelés aussi unités économiques de rue signifient la vente de produits et services, monétaires et non monétaires, qui s'effectue de gré en à gré, de main en main, sans statut ni enregistrement, le plus souvent sans importance (G. Wackermann, 2005, p.75; H. Boubacar Akali, 2019, p. 30). Le commerce de détail consiste à acheter des marchandises pour les revendre aux consommateurs finaux, en général par petite quantité et dans l'état où elles sont consommées ou après une transformation mineure (G. Wackermann, 2005, p.74). Bref, le commerce est fondamentalement une activité qui apporte soit un bien au client susceptible de l'acheter, soit d'amener le consommateur jusqu'à un espace qui expose le produit à vendre (J. Monnet, 2006, p. 2) ou le service à fournir.

La ville de Niamey est le lieu où ces petites activités se sont le plus développées grâce à sa croissance rapide et à la concentration de ses différentes fonctions. Sur le plan culturel, Niamey abrite plusieurs établissements d'enseignement supérieur tels que l'université Abdou Moumouni de Niamey (UAM), la première et de loin la plus grande université du Niger qui accueille des milliers d'étudiants venus des différentes contrées du pays.

Confronté à des multiples difficultés ces dernières années, l'UAM a longtemps dépassé sa capacité d'accueil et continue d'accueillir chaque année de nouveaux bacheliers du fait de la politique de démocratisation de l'enseignement supérieur longtemps pratiquée par les pouvoirs publics. Cette massification, bien que combien noble, n'a pas été suivie dans les faits par une politique visant à construire des équipements académiques mais aussi socioéconomiques nécessaires à la vie de la communauté universitaire. Le système de « campus à l'américain » choisi par l'Etat, qui consiste à cantonner les étudiants dans un campus nécessite, outre les infrastructures académiques, la présence de certaines infrastructures comme un marché formel aménagé selon les besoins de la communauté universitaires composés d'étudiants, d'enseignants chercheurs et chercheurs et du personnel administratif et technique.

Ainsi, en l'absence d'une telle infrastructure, des activités informelles ont proliféré sur le territoire de l'université Abdou Moumouni. Elles sont exercées par des acteurs venus d'horizon divers dont les étals, tables et kiosques se développent de manière tentaculaire occupant toutes les voies de l'université. Les services offerts par le centre des œuvres universitaires sont caractérisés par de longue file pour accéder à la restauration par exemple ou à aller taper à la porte des chambres des étudiants exerçant une activité parallèle de commerce de produits de première nécessité ou encore de se rendre au marché le plus proche pour se procurer de ces produits.

La prolifération des activités informelles sur le campus de l'UAM est liée d'une part à la croissance rapide des effectifs des étudiants évaluée à près de 30 000 personnes aujourd'hui et d'autre part à son sous-équipement socioéconomique : faible capacité d'hébergement et d'accueil et des restaurants universitaires, faible nombre de bus et de navettes vers la ville des bus universitaires, faible niveau de revenus des étudiants tributaires d'une bourse d'étude aléatoires. Notre article vise à analyser les déterminants socioéconomiques du développement des activités informelles sur le territoire de l'UAM. Comment les petits métiers ont-ils métastasé ce territoire ? Quels sont ces petits métiers et leurs

caractéristiques ? Quelle est leur organisation ? Quel est le profil des acteurs de ces petits métiers ? La première partie est consacrée à la répartition spatiale des activités informelles au sein de l'UAM et la deuxième, à l'organisation de l'activité et à ses acteurs.

## 1. Méthodologie

L'analyse s'appuie dans un premier temps sur des recherches documentaires qui nous ont permis de comprendre les enjeux liés au développement des activités informelles dans les villes africaines. A la suite de cette investigation, nous avons procédé à la localisation et à la spatialisation de ces activités informelles dans les rues de l'UAM. La rue, selon G.K. Nyassogbo (2011, p. 23) est un espace public, physique, concret, observable qu'on peut cartographier et où se nouent des rapports sociaux. L'enquête, effectuée en fin 2022, a permis de dénombrer 15 types d'activités et 218 vendeurs disposant d'un étal fixe. Les nombreux vendeurs ambulants parcourant le campus ne font pas partie de la présente étude. Parmi ces 218 vendeurs sédentaires, 60 vendeurs ont été interrogés à leur poste de travail soit 27,5% des effectifs. Ils ont été répartis au prorata du poids des différents types d'activités recensés sur le campus. Ces acteurs travaillent généralement pour leur propre compte ou celui d'un opérateur économique ou d'un étudiant. Le questionnaire et le traitement des données ont été réalisés avec le logiciel SPHINX V5.

Des enquêtes qualitatives ont, également été effectuées auprès des autorités universitaires à savoir le Centre National des Œuvres Universitaires (CNOU), le Doyen de la faculté des Lettres et Sciences Humaines (FLSH), le Secrétaire général de l'Union des Étudiants Nigériens à l'Université de Niamey et les étudiants pour avoir leur perception sur les activités informelles au sein de l'UAM. En tout, 8 entretiens ont été faits. La spatialisation des données a été faite avec le logiciel de dessin Adobe Illustrator.

## 2. Présentation de l'UAM et évolution de la population estudiantine

### 2.1. Présentation de l'UAM

Le Niger a vu naître son premier Centre d'Enseignement Supérieur (CES) à Niamey par la loi n°71-31 du 6 septembre 1971. Ce CES, placé sous la tutelle du Ministère de l'Éducation Nationale, de la Jeunesse et des sports, était administré par un Conseil d'Administration et dirigé par un Directeur nommé par décret. À l'époque, le centre ne disposait que seulement de deux composantes : un Institut Pédagogique et une École Supérieure des Sciences.

Le CES de Niamey est érigé en Université le 20 septembre 1973 par la loi N°73-23 et est administré par un Conseil de l'Université dirigé par un Recteur nommé par décret. Le 3 octobre 1973, l'arrêté n°044/MEN/JS/CAB apporte un premier changement à l'Université de Niamey en ce qui concerne ses composantes<sup>2</sup>. Mais c'est surtout pendant l'année 1974 que s'opère un changement profond dans le paysage de l'Université de Niamey. En effet, les décrets 74-108/PCMS/MEN/JS du 28 mai 1974 et 74-262/PCMS/MEN/JS du 1<sup>er</sup> octobre 1974 consacrent la création d'écoles et d'instituts. Ainsi furent créés 8 écoles et instituts<sup>3</sup>.

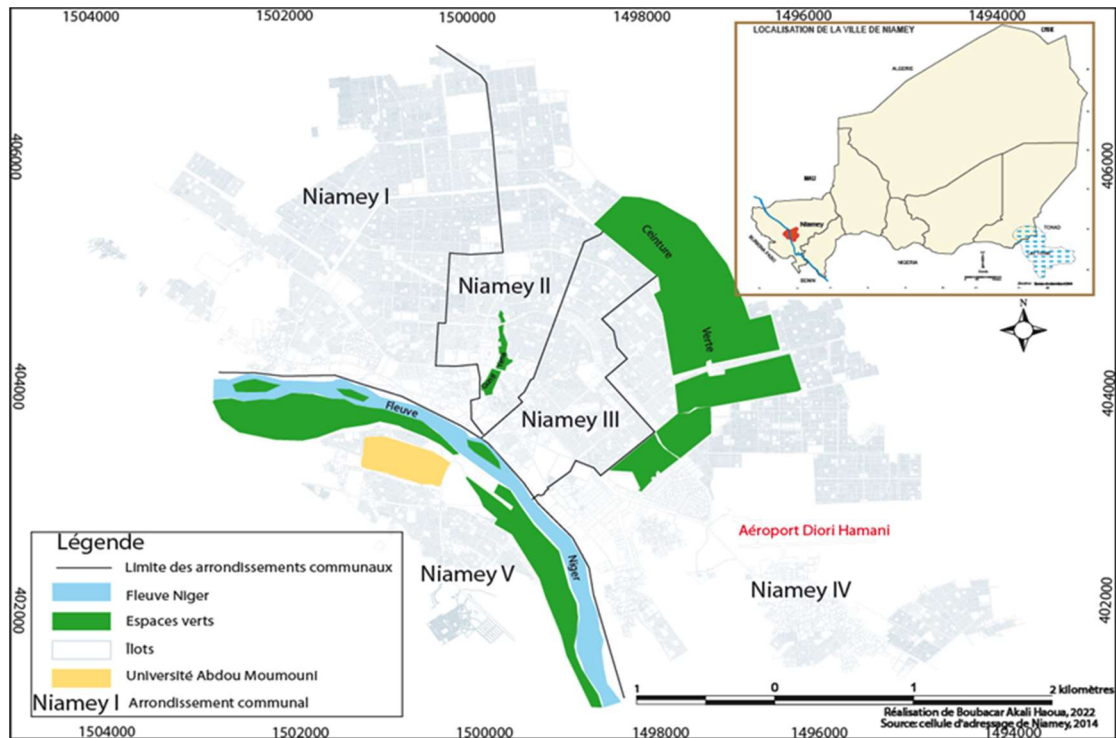
À partir de 1984, l'Université de Niamey, sous la tutelle cette fois-ci d'un Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, prend une nouvelle physionomie. Par décret d'application n°84-8/PCMS/MES/R du 12 janvier de la même année, les écoles deviennent des Facultés. Actuellement, ces facultés sont administrées par des Doyens élus et des Conseils de Faculté sous l'autorité du Recteur, lui-même élu.

Au mois d'août de l'année 1992, l'institution est baptisée *Université Abdou Moumouni* en hommage au feu le Professeur Abdou Moumouni Dioffo : enseignant-chercheur et ancien Recteur de l'Université de Niamey. À partir de la rentrée 2016-2017, une des composantes de l'Université Abdou Moumouni en l'occurrence la Faculté des Sciences Économiques et Juridiques sera scindée en 2 structures indépendantes<sup>4</sup>. L'UAM de Niamey compte aujourd'hui 8 domaines de formation, 6 Facultés<sup>5</sup>, 1 École Normale Supérieure, 3 Instituts de recherche<sup>6</sup>, 27 Licences fondamentales, 18 Licences

professionnelles, 38 Masters Recherches et 31 Masters Professionnels, 37 diplômes d'enseignement, 28 doctorats d'université, 2 doctorats d'exercice et 12 DESS. La présence de toutes ses filières a attiré un nombre important d'étudiants évalué en 2023 à 29 071 étudiants ainsi qu'une augmentation des besoins en biens de consommation courante et en services.

L'UAM de Niamey est localisée entre 24° Nord et 11° Sud et entre 1° Est et 17° Ouest ; dans le cinquième arrondissement communal de Niamey, situé sur la rive droite du fleuve Niger (carte 1). Couvrant une superficie de 170 hectares, l'UAM est ceinturée au nord par le quartier Nogaré, au sud par le quartier Karadjé, à l'est par le Centre AGHRYMET et à l'ouest par le quartier Lamordé.

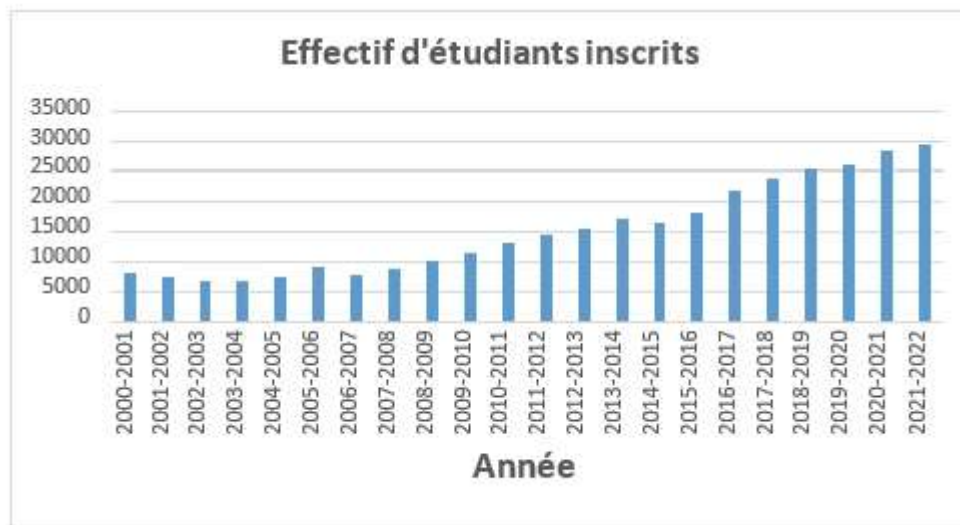
**Carte 1 : Localisation de l'université Abdou Moumouni de Niamey**



## 2.2. Évolution de la population estudiantine à l'UAM

Le graphique ci-dessous montre la croissance des effectifs des étudiants de 2000 à 2022. Dans cet intervalle, on peut déterminer 3 grandes périodes :

- la première de 2000 à 2007 au cours de laquelle la population estudiantine a augmenté en dents de scie ;
- la seconde 2008 à 2014 pendant laquelle, elle a fortement augmenté, passant de 8 651 au double avec 16 889 étudiants. C'est au cours de cette période que les effectifs des étudiants ont atteint et dépassé 10 000 personnes ;
- la troisième après 2015. Pendant cette dernière période, la croissance a été vigoureuse et soutenue : en moins de 10 ans, l'effectif des étudiants de l'Université Abdou Moumouni a dépassé 20 000 personnes pour atteindre près de 29 273 inscrits ; le taux de croissance moyenne annuelle est de l'ordre de 11 % soit un doublement des effectifs tous les 7 ans. C'est un rythme trop rapide pour une université dont les moyens financiers sont trop faibles du fait de la modicité des frais d'inscription et de la subvention allouée par l'État qui ne permettent pas de la doter de toutes les infrastructures indispensables au bien-être des étudiants d'où l'installation et la prolifération d'une économie parallèle.

**Figure 1 : Évolution des effectifs des étudiants de l'université Abdou Moumouni de 2000 à 2022**

Source : Service central de la scolarité, UAM

### 3. L'UAM, un lieu du savoir devenu territoire du business informel

L'UAM de Niamey, depuis quelque temps apparaît de plus en plus comme un territoire du commerce informel où les petits métiers ont métastasé ses principales voies. Aujourd'hui, les trottoirs de ces voies sont totalement encombrés par une diversité de commerçants et d'artisans exerçant une multitude d'activités. Ces principales artères constituent de véritables marchés de proximité où s'approvisionnent les étudiants, le personnel universitaire et autres usagers de ses voies.

#### 3.1. Spatialisation des activités informelles à l'UAM

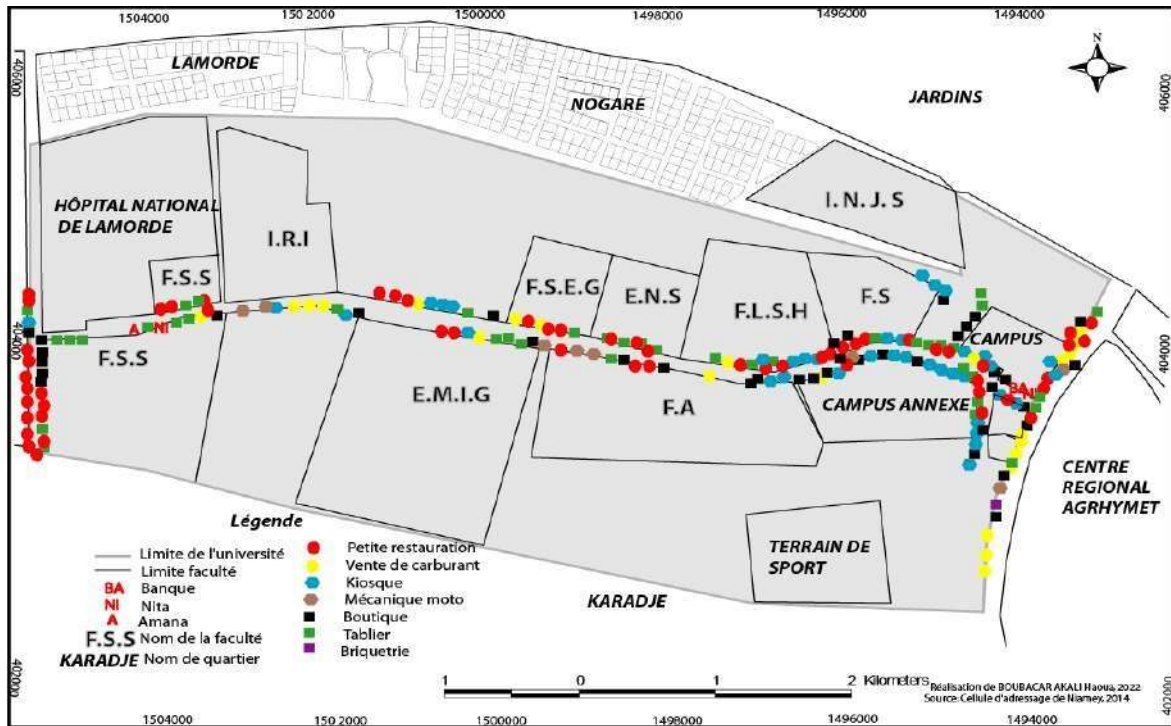
À l'UAM, les activités sont foisonnantes et multiformes. La carte ci-dessous montre l'abondance de la petite restauration marchande de rue, suivie de la vente d'articles divers dans des kiosques et des vendeurs de carburant. On note aussi la présence de six agences de transfert d'argent (NITA, AMANA, ZEYNA et AL-IZZA) et d'une banque (BAGRI). Hormis les boutiques et les kiosques, on trouve également (carte 2) des tabliers, des mécaniciens, des vulcanisateurs, un forgeron et une briqueterie artisanale.

D'un point de vue spatiale, on remarque une concentration des activités autour des deux cités universitaires jusqu'à la Faculté des Lettres et Sciences Humaines (FLSH) en passant par la Faculté des Sciences et Techniques (FAST), et au niveau du couple Faculté des Sciences de la Santé (FSS) – hôpital national Amirou Boubacar Diallo de Lamordé. Ailleurs, sur l'axe principal traversant l'UAM d'est en ouest, elles sont également présentes mais leur concentration est plus faible. En dehors de cette artère bitumée, ces activités sont aussi très représentées sur le boulevard du Gourma et la rue LM 7 sise à la limite entre l'UAM et le quartier périphérique de Lamordé. Dans ces lieux de vente, on trouve une diversité de produits et de services. Qu'est-ce qui explique cette localisation des unités économiques de rue (UER) le long de ces trois voies ? Trois facteurs permettent d'expliquer cette localisation. La première est l'absence d'un espace aménagé pour accueillir des activités économiques sur le domaine de l'UAM : pas de marché aménagé, ni de centre commercial moderne. Le deuxième est l'expulsion de ces activités économiques hors des facultés, écoles et instituts de recherche où ils avaient essaimé. En construisant des murs de clôture, les doyens et directeurs d'écoles, d'institutions de recherche et de l'hôpital de Lamordé ont pu les repousser hors de leur domaine. Enfin, il y a la paternité de la voie principale qui traverse l'UAM d'est en ouest. Cette voie bitumée, longue de 2,22 km et large de 7,16 m est composée d'une chaussée encadrée par deux trottoirs, est une voie communale relevant selon les autorités rectorales, des compétences de la ville. Or, le domaine universitaire dispose d'une franchise universitaire que les autorités communales disent respectées. Pour ce faire, l'axe principale de l'UAM n'a été ni classé (avenue, boulevard, rue), ni adressé dans l'index des voies du plan-guide de la



communauté urbaine de Niamey réalisé en 2004. Les autorités communales refusent aussi d'y exercer des actions de police. La voie principale de l'UAM est donc à la merci des UER.

**Carte 2 : Répartition spatiale des activités à l'UAM**



### 2.3. Un assortiment économique au cœur de l'arrondissement communal Niamey 5

L'UAM qui compte plus de 30 000 personnes peut être assimilée à une petite ville du fait de son statut et de l'ordonnance sur les franchises universitaires qui lui confèrent une autonomie vis-à-vis de l'arrondissement communal Niamey 5 qui l'abrite. Dans cette enclave, s'est développé un marché informel rassemblant, 218 unités économiques de rue (UER) selon la terminologie de A. Balla Souley (2022, p.55). Ces activités peuvent être classées en deux grands groupes distincts à savoir la vente des produits divers et les prestations de services.

#### 3.2.1. Des ventes de produits divers

Dans cette nomenclature, on recense un nombre important des vendeurs de vêtements, de cosmétiques, d'accessoires électroniques et de carburant.

En effet, la vente de vêtements (prêt-à-porter, tissu, chaussure) est la plus développée ces derniers temps sur le campus universitaire. Les tissus sont exposés soit sur une table ou sur les panneaux des kiosques afin d'attirer la clientèle. Ces tissus qui sont très prisés des étudiants fans du style vestimentaire « *Good Luck* », se vendent comme des petits pains permettant, de ce fait aux commerçants de réaliser un bon bénéfice. Les prix de ces tissus varient de 6 000 à 7 000 FCFA les 3 mètres. La forte demande en tissu a créé des activités connexes comme la couture qui est une activité pratiquée par beaucoup d'étudiants dans les bâtiments ou dans la rue dans des kiosques en paillote ou en tôle. En sus des tissus, les rues de l'UAM regorgent aussi de commerce d'habits prêt-à-porter et de chaussures aussi bien pour homme que pour femme. À cette activité s'ajoute, le commerce des produits cosmétiques comprenant des pommades, des parfums, des savons et des pâtes dentifrices.

Sur un tout autre plan, l'UAM abrite également des UER spécialisées dans la vente des produits électroniques : ordinateurs, et téléphones portables et leurs accessoires comme les écouteurs, les clés

USB, les cartes mémoires, les batteries de rechange et chargeurs. Cette activité est présente aussi bien sur les voies que dans les bâtiments des étudiants, avec l'avènement des ventes via les réseaux sociaux comme Facebook et WhatsApp. La vente des produits électroniques a, à son tour induit, des activités connexes facilement remarquable partout sur le campus comme la vente de cartes sim, de crédits pour téléphoner ou accéder à l'internet soit par transfert appelé couramment *shap-shap ou araba*, soit par cartes de chargement, le transfert monétaire ou *M-koudi*. A ces activités de vente s'ajoute celles de la réparation des téléphones et ordinateurs. Le développement des activités liées à l'électronique s'explique non seulement par la généralisation de l'usage du téléphone portable et également par l'adoption de plus en plus de l'ordinateur comme outils de travail par la communauté universitaire

Autre activité commerciale très visible sur le domaine universitaire est la vente de carburant (photo 1). Le nombre de vendeur d'essence est passé de 6 en 2020, à 18 vendeurs en 2021 (A-B. Moussa Yayé, 2021, p.80) pour atteindre 63 aujourd'hui (Nos enquêtes, 2023). Les vendeurs exposent leurs bidons sur une table ou à même le sol occupant surtout la voie principale de l'UAM, la plus fréquentée qui mène à l'hôpital Amirou Boubacar Diallo (Lamordé) ou le long du boulevard du Gourma jouxtant l'UAM. Le territoire de l'UAM est ainsi devenu une référence pour les essenceries informelles. Ces vendeurs d'essence attirent une clientèle aussi bien interne composée principalement d'étudiants qu'externe comprenant surtout des *taximen* qui préfèrent payer ici le litre à 500 FCFA qu'à la station où elle coûte 540 FCFA. Cette activité présentant un risque potentiel d'incendie pour l'université, permet néanmoins à sa clientèle d'accéder au carburant à un coût plus abordable que celui des stations-services.

Toutes ces activités sont en majorité pratiquées par des étudiants-commerçants qui exposent leur produit le long des artères du campus généralement dans des stands en paillote, des kiosques en tôle ou sur une table en plein air, ou un arbre comme l'illustre la photo 2. Certains étudiants-commerçants sont en même temps vendeurs et livreurs.

**Photo 1 : Bidons contenant de l'essence frelatée**



Prise de vue : Moussa Yayé A-B, 2022

**Photo 2 : Tablier**



Prise de vue : Moussa Yayé A-B, 2022

### 3.2.1. Des prestations des services

Une part importante de personnes surtout les femmes s'investissent dans de nombreuses activités de transformation alimentaire communément appelé petite restauration marchande de rue (photos 3 et 4). Cette activité pléthorique au sein de l'UAM comprend la vente des beignets, de plat de couscous de maïs communément appelé *dambou*, de feuilles de moringa, de viandes préparées (photo 5), de gâteaux de soja, de galettes, de bouillies, de poissons frits, de café au lait, etc. Ces aliments exposés sur une table ou extraits directement d'une marmite posée sur le feu sont servis, le plus souvent, à l'abri des regards

à l'intérieur d'un stand ou à l'air libre sous un arbre ou un parasol où ils sont consommés sur place. Ils sont parfois emportés. Les principaux consommateurs de ces plats préparés sont les étudiants qui ne veulent pas faire, pendant de longues minutes la queue pour accéder au restaurant universitaire. Le service de la petite restauration est rapide et permet aux étudiants de reprendre leurs cours à l'heure. On recense sur le campus des vendeurs de fruits, d'eau fraîche, de friandises proposés par de jeunes adultes de sexe masculin, mais également des boutiques d'alimentation générale qui proposent des conserves, des pâtes alimentaires, des huiles végétales, des produits de lessives et des détergents, etc. ainsi que des buvettes, des « cafeterias » installés dans des kiosques en tôle ou en bois qui font partis du décor.

Hormis la petite restauration marchande de rue, on trouve sur le campus des services de photocopies et d'impression et/ou de saisie de documents, de confection des cartes de visite, d'imprimés de publicité, etc. Cette activité est un domaine réservé des étudiants dont le nombre est pléthorique. A-B. Moussa Yayé (2021, p. 67) a dénombré 58 kiosques de services de photocopies disséminés sur le territoire universitaire. La clientèle très variée comptant aussi bien la communauté universitaire que les habitants de la ville de Niamey est une des activités phares du campus. Les kiosques abritant les services de photocopies sont des kiosques en tôle de forme carré ou rectangulaire occupant 9 m<sup>2</sup> pour les plus petites et 15 m<sup>2</sup> pour les plus grandes. Leur façade principale porte des dessins ou des photos montrant les offres de prestation. Cette activité soumise à une rude concurrence entre les différents prestataires les oblige à améliorer constamment leurs services, à acquérir des machines performantes et à rogner sur leur marge bénéficiaire afin de proposer des prix alléchants. Certains kiosques proposent aussi de la papeterie comme des cahiers, des rames de papiers, des papiers millimétrés, des cartables, des stylos et des crayons à papier, des romans et annales, des timbres fiscaux, des appareils numériques, des clés USB, etc.

Le métier de coiffure est présent sur le campus. C'est une activité d'appoint pour les étudiants et les étudiantes. Il se déroule sous les arbres situés à proximité des bâtiments de la cité afin de profiter non seulement de leur ombre mais aussi de l'électricité du CNOU. L'université compte également deux salons de coiffure pour femme qui profitent d'un riche bassin de clientèle estimée à 9 235 étudiantes.

Par ailleurs, le nombre élevé de motos appartenant aux étudiants a favorisé les activités liées à la réparation de ce moyen de transport. On y recense ainsi huit ateliers de réparation de motos dont les réparateurs sont des étrangers. Ces réparateurs qui sont soit des mécaniciens ou des vulcanisateurs (photo 6) proposent également à leurs clients, des pièces de rechange, des huiles de vidange, des pneus et des chambres à air neufs ou d'occasion et même des motos d'occasion.

▲ **Planche 1 : typologie des vendeurs**

**Photo 3 : vendeuse de plats cuisinés**



**Photo 4 : Vendeuse de beignets**



**Photo 5 : Vente de viande préparée**



**Photo 6 : Vulcanisation**



Prises de vue : Moussa Yayé A-B, 2022

#### 4. Des vendeurs majoritairement étudiants de l'UAM

Qui sont ceux qui exercent le petit commerce à l'UAM ? Les indicateurs suivants : âge, nationalité, ethnie, statut matrimonial, niveau d'instruction et lieu d'hébergement permettent de caractériser les acteurs des UER de l'UAM. Ces caractéristiques démographiques nous révèlent que les étudiants sont les principaux acteurs de ces UER. Par ailleurs, les vendeurs sont majoritairement des adultes jeunes<sup>4</sup>: trois quarts des vendeurs de l'UAM appartiennent à cette classe d'âge. Les opérateurs économiques des rues de l'UAM adultes âgés<sup>8</sup> ne représentent que 15% des vendeurs. Ils sont également majoritairement des hommes soit les trois quarts des enquêtés contre 27% de femmes.

Parmi les vendeurs, on recense des Nigériens et des Béninois. Les Nigériens, les plus nombreux, sont majoritairement Haussa (47% des effectifs des enquêtés) ; ils sont suivis par des Zarma-Sonrai (35%), des Touareg (7%), des Peul (5%), des Yoruba (4%) et des Kanuri (2%). La majorité des vendeurs provient de trois régions du Niger qui en compte 8 : Maradi, Dosso et Tahoua. On ne recense aucun étudiant natif de Niamey. Pour ce qui concerne les étrangers, les seuls présents sur le territoire de l'UAM sont les Yoruba du Bénin, un peuple très entreprenant dont l'activité au sein du campus se cantonne juste à la réparation des pneus.

Pour ce qui est du statut matrimonial des vendeurs de l'UAM, on observe une prédominance des

<sup>8</sup> Adultes jeunes c'est-à-dire ceux ayant un âge compris entre 20 et 40 ans

célibataires (50%), suivi des mariés (47%) et des divorcés (3%). En outre, 60% des prestataires ont un niveau d'étude supérieur ; 8% ont le niveau secondaire ; 15% le niveau primaire et 17% sans instruction. Enfin, plus de la moitié des acteurs des UER logent au sein du campus universitaire, un quart dans les quartiers de l'arrondissement communal Niamey 5 qui abrite l'UAM et le reste soit 29% habitent dans les quartiers de la rive gauche du fleuve Niger.

## 5. Des guérites et paillotes à l'UAM

Les stands de vente des produits sont variés. On distingue des vendeurs qui opèrent à l'air libre, sous des hangars en paillote, en tissu ou en tôle, dans des petits box préfabriqués, dans des kiosques aménagés ou non. Néanmoins, certains stands sont trop sommaires et ne sont pas conformes aux normes de sécurité et d'hygiène car l'UAM ne dispose d'aucune norme de construction et même pas d'un plan d'occupation du sol. Les UER sont donc un enchevêtrement de paillote et de la tôle abritant souvent des produits inflammables (planche 2).

### Planche 2 : Typologie de stands

**Photo 11 : Hangar sommaire en feuilles de tôle**



**Photo 12 : Kiosque réalisé avec des feuilles de fer**



**Photo 13: Hangar en paillote**



**Photo 14 : Hangar en paillote**



Prises de vue : Moussa Yayé A-B, 2022

Cette précarité des installations à la fois sommaires, anarchiques et non conformes aux textes d'urbanisme a été décrite par I. Bukume et M. Schoumake (1988, p. 67) à Lubumbashi où les UER sont tantôt des abris constitués de planches surmontées d'une toiture en tôle de récupération, parfois l'activité se résume à une table, ou à une cuvette ou encore à une simple natte posée à même le sol qui

accueillent les produits destinés à la vente. A. Balla Souley (2022, pp. 156-157) l'a aussi souligné dans sa thèse sur les installations des UER dans l'arrondissement communal Niamey 5 qu'il matérialise par un stand fixe construit ou non construit constitué d'abris structurants (boutique, kiosque, standard préfabriqué), d'abris sommaires (parasol, hangar, tente, arbre) et les sans-abris (étalage permanent et non permanent).

Pour ce qui est de cette occupation anarchique de l'espace au sein de l'UAM, les responsables de cette université doivent prendre des mesures urgentes pour encadrer ces UER qui sont à la fois des micro-entreprises, des espaces de vie où se rencontrent étudiants, personnel universitaire et habitants de la ville. Cet espace économique est animé du matin au soir contribuant ainsi à l'animation de l'Arrondissement Communal Niamey 5. Il incombe donc aux autorités universitaires de mieux organiser cet espace et de veiller au contrôle rationnel de sa gestion.

## 6. La perception des UER par la communauté universitaire

Pour les étudiants de l'UAM : *« ces activités sont indispensables pour le fonctionnement de l'UAM car elles permettent aux étudiants d'accéder à des biens essentiels tels que la nourriture. Aussi, grâce à ces activités, l'UAM est considérée par certains comme un pôle de développement pour l'arrondissement communal Niamey 5. Par contre, ces activités informelles traduisent un manque de sérieux dans la gestion de l'espace universitaire. Ainsi, une organisation de cet espace s'impose aux décideurs en procédant au délogement de certaines installations, à la mise en place d'un plan de gestion des sites réservés aux activités et à long terme, à la création d'un marché au sein de l'UAM (Entretien avec I, étudiant à la FLSH, 08/01/2023). L'étudiant A ajoute que « Ces activités réduisent le déplacement aux étudiants ; elles permettent à certains de gagner leurs vies et elles créent aussi une véritable ambiance au sein du campus ».*

*« Depuis quelques années, il y a eu une prolifération des activités marchandes partout sur le campus en particulier sur la grande voie mais aussi dans les bâtiments de la cité. Ces activités permettent certes aux étudiants et aux populations alentour d'accéder aux produits proposés par les UER sans pour autant faire un long déplacement. Ces UER donnent, cependant, une mauvaise image du campus surtout avec la vente du carburant provenant de la fraude. Il faut nécessairement organiser ces UER en construisant un marché moderne au sein de l'UAM et en leur faisant payer toutes les taxes indispensables à leur exercice » (Entretien avec E, étudiant à la FLSH, 08/01/2023).*

*« Ces activités sont utiles pour les étudiants car elles leur permettent de gagner de l'argent pour financer leurs études et de survivre à Niamey, la capitale du Niger. C'est ce qui explique que de plus en plus, des camarades s'adonnent à cette activité qui démontre une situation académique désastreuse. Aussi, il faut établir des règles d'occupation de l'espace, autoriser des activités qui répondent aux besoins de la communauté universitaire, introduire une cotisation et prévoir des mécanismes de sanction en cas de non-respect des règles » (Entretien avec S, étudiant à la FLSH, 08/01/2023).*

Partant de ces opinions, on constate que toutes ces activités contribuent à l'amélioration des conditions de vie des étudiants de l'UAM en leur facilitant l'accès rapide à des plats préparés et autres produits nécessaires à leur vie. Ces activités procurent également des revenus aux étudiants promoteurs d'un grand nombre d'UER installées sur le domaine universitaire leur permettant d'être ainsi résilients. Cette niche économique n'a pas été détectée par le centre incubateur de l'UAM dont l'objectif est de promouvoir l'entrepreneuriat des étudiants ni par l'UAM qui affiche d'ailleurs un mépris pour ces UER. C'est pourquoi elle les a repoussés hors de ces facultés, écoles et institutions de recherche pour finalement les cantonner dans ses rues de desserte ne relevant ni de ses compétences ni de celles de la ville qui brandit les franchises universitaires pour ne pas s'immiscer dans les affaires de l'université. Conséquences, face à la démission de la ville et de l'UAM, le syndicat des étudiants a su capter cette aubaine en prélevant des taxes auprès des promoteurs des UER ; la voie principale de l'UAM étant une voie dont les trottoirs sont très encombrés par des UER, les piétons marchent sur la chaussée concurrençant voitures et motos dont le flux élevé provoque des congestions et des accidents de la circulation. Un intérêt pour ce secteur économique informel par les autorités universitaires exige d'une

part la réalisation d'un centre commercial ou d'un marché qui permettra à l'université de gagner quelques sous et d'autre part la formation des promoteurs par le centre incubateur de l'UAM afin de les insérer dans l'économie formelle.

## 7. Discussion

### 7.1. Une activité tributaire de l'augmentation des étudiants

L'augmentation des effectifs des étudiants ne s'est pas accompagnée d'infrastructures économiques pouvant leur offrir des biens et services sur place. À titre illustratif, le restaurant universitaire a une capacité limitée à 2000 places pour un effectif d'étudiant de près 30 000 personnes aujourd'hui. Le même phénomène est observé à Abidjan où le campus de Cocody enregistrait déjà en 2008 plus de 55 000 étudiants (G.M. Bouabre, 2008, p. 37). Mais cette population estudiantine, avec tous ses problèmes comme relevé par S. Robert (2014, p. 3) en parlant des effets indésirables de la « studentification », permet à certains de mener des activités génératrices de revenu comme l'ont souligné L. Gagnol et A. Jean (2001, pp.5-16) pour le cas de l'université de Strasbourg à travers sa fonction de consommation, d'employeur et de localisateur de dépenses.

Le système de campus universitaire adopté par les autorités devait s'accompagner d'équipements nécessaires à la vie universitaire comme la réalisation d'un centre commercial ou d'un marché moderne, formel et répondant aux besoins de la communauté universitaire. Cette absence a été comblée par l'installation anarchique d'UER le long de la voie principale de l'UAM et sur ses pourtours est et ouest. Ces UER répondent à une loi économique basique, celle du marché régi par l'offre et la demande car selon A-B. Moussa Yayé (2021, p. 62) « *comme l'espace n'est jamais économiquement neutre, l'université aussi n'est peut-être économiquement inerte. Par son aptitude à concentrer un nombre important de personnes sur un lieu, elle crée ainsi des échanges commerciaux d'ampleur locale parfois même régionale ou internationale* ». Ainsi, l'Université Abdou Moumouni de Niamey, un espace de savoir, s'est transformé au fil des ans en un véritable bassin de business. On y trouve une multitude d'activité allant de la vente d'articles divers aux prestations de service. Ces activités sont très développées car répondant aux besoins des étudiants dont l'effectif ne fait qu'augmenter d'année en année comme l'a démontré nos résultats. En 20 ans, c'est-à-dire, entre l'année académique 2000-2001 et 2021-2022, la population estudiantine est passée de 7000 à 30 000. Cette augmentation engendre une forte demande en service comme la petite restauration marchande, la photocopie, la recharge, le transfert. La petite restauration marchande est une activité très présente à l'université comme en ville comme l'ont démontré G.K. Nyassogbo (2011, p. 28) à Lomé, H. Boubacar Akali (2019, p. 23) à Niamey, I. Bukumeet M. Schoumaker (1988, p. 61) à Lubumbashi. Constitué d'une diversité de mets, la petite restauration marchande, également très prégnante sur le campus de l'UAM, a été analysée par A-B. Moussa Yayé (2021, p. 67) qui a dénombré 43 restaurateurs au sein de l'UAM sur les 140 UER recensées en 2021.

La répartition par sexe des acteurs des UER sur le territoire de l'UAM montre que les femmes sont les plus représentées dans la transformation alimentaire et les hommes dans la vente d'articles divers et prestation de service (impression, photocopies, photographie, etc.). La présence massive des femmes dans la petite restauration marchande est liée au fait qu'elles sont traditionnellement compétentes dans ce secteur qui nécessite peu d'investissement de leur part et leur permet de concilier travaux domestiques et activités économiques réalisées le plus souvent en plein air. C'est le constat fait dans de nombreuses études sur la petite restauration marchande de rue : M.B. Diouf (1981), S. Bahuchet et K. Ioveva-Baillon (1998), A. H. Sidikou (1980) et H. Boubacar Akali (2007 et 2019). Si les femmes prédominent, les hommes sont aussi présents dans cette restauration : ils sont généralement cafetiers proposant du café au lait, des sandwiches, du pain aux omelettes, des nouilles instantanées ou « indomies » ou bouchers cuisinant de la viande préparée. Mais de façon générale, on constate que les hommes sont plus dans les « métiers nobles » selon l'expression de G.K. Nyassogbo (2011 p. 29), c'est-à-dire dans la vente de téléphones portables et leurs accessoires, la réalisation de photocopies, d'impression, etc. Ils sont installés dans des boutiques contrairement aux femmes.

Pour ce qui est du niveau d'instruction, nos résultats montrent que les promoteurs des UER sont pour laplupart des étudiants autrement dit, ils ont un niveau supérieur trop élevé par rapport à ce que C. Morrison et D. Mead (2016, p. 6) ont observé dans les pays en développement où les chefs de micro-entreprises n'ont jamais atteint le niveau d'enseignement supérieur. Ce que corroborent les travaux G.K. Nyassogbo (2011, p. 29) qui montrent le faible niveau d'instruction des femmes opérant dans le secteur informel. Comparaison n'est pas raison a-t-on coutume de dire car les données issues de nos investigations s'appliquent au domaine spécifique de l'UAM où les UER sont pour la plupart des initiatives des étudiants. C'est pourquoi nos résultats ont montré que la majorité des prestataires sont des célibataires et de nationalité nigérienne car l'université n'accueille pas beaucoup d'étrangers. Seule la réparation des motos relève des acteurs de nationalité béninoise qui se sont spécialisés dans cette activité dans presque toute la ville de Niamey.

La distribution spatiale de ces UER est aussi inégalement répartie dans l'espace. Nos résultats ont montré que ces activités sont le plus concentrées au niveau du campus, principale pôle d'accueil des étudiants et des FLSH, FAST et FSS qui constituent aussi le bassin de concentration des étudiants. Selon les enquêtés, la présence de ces UER contribue non seulement à l'amélioration des conditions de vie des étudiants mais aussi à l'accessibilité des produits. Cependant, la multiplication de ces UER cause de sérieux problèmes d'aménagement à cause de l'anarchie dans l'occupation de la rue.

### ***7.2. De l'informel dans l'informel, une gestion informelle des UER de l'UAM par les étudiants***

Pour exercer une activité économique dans la ville de Niamey, il faut disposer d'une autorisation délivrée par les autorités municipales. Selon A. Balla Souley (2022, p. 59), le permis d'implanter et l'autorisation d'occupation du domaine foncier public sont faits sous forme de bail, de concession temporaire, précaire et révocable afin de signifier aux acteurs des UER de l'informalité de leurs activités qui peuvent être déguerpis à tout moment. Nos enquêtes révèlent qu'au sein de l'UAM, 78% des propriétaires d'UER ont déclaré disposer d'une autorisation d'occupation du domaine foncier public délivrée non pas par la municipalité ou par le rectorat mais par le syndicat des étudiants qui ne jouit d'aucune autorité légale pour ce faire. Rappelons que ni la municipalité, ni le rectorat ne veut assumer la paternité de la rue traversant l'UAM.

Cette fuite de responsabilité par les autorités compétentes a transformé l'UAM en un « territoire de désordre » tel que décrit par un article de jeune Afrique (2010) à propos de l'université de Cocody d'Abidjan transformée en royaume du business informel où tout se vend et s'achète, à n'importe quelle heure du jour et de la nuit. En rejetant les UER hors des facultés, écoles et instituts de recherche de l'UAM, les responsables de ces institutions ont pensé s'en être débarrassées comme le note le Doyen de la FLSH : « *Les activités de rue sur le domaine universitaire sont importantes pour la vie des étudiants. Néanmoins, pour remédier à l'occupation anarchique de la faculté et créer un cadre dégagé pour les études aux étudiants et enseignants, j'ai d'abord procédé à l'expulsion par force des vendeurs d'aliments et ensuite procédé à la clôture de la FLSH. Je l'ai fait parce que ces vendeurs commettent des avaries sur les infrastructures au sein de ma faculté. Par exemple, ils cachent le bois de chauffe et les marmites de cuisson dans les véhicules garés, les robinets se gâtent vite, c'est chaque semaine qu'on change les têtes de robinets ; à cela s'ajoute les problèmes d'hygiène, etc.* ». (Entretien avec le Doyen de la FLSH le 22 octobre, 2022)

Après ce déguerpissement forcé, les vendeurs se sont rabattus sur la rue principale de l'UAM qui est aujourd'hui très encombrée. Ici aussi, les autorités universitaires se sont, en vain, s'attaquées à la vente du carburant qui est une menace pour la communauté universitaire. Le Doyen de la FLSH reconnaît ici « *La démission des autorités universitaires face à la recrudescence de la vente du carburant organisée par les étudiants* ».

### ***7.3. Des commerçants « non patentés »***

Pendant que les autres commerçants des rues de la ville sont astreints à payer les différentes taxes<sup>9</sup>, ceux



de l'UAM échappent à toutes taxes municipales car l'activité est dominée par des étudiants qui offrent des « *services résolument low cost* » du fait qu'ils ne payent ni facture d'eau, ni d'électricité pris en charge par l'Etat. Ces charges inopportunes qui sont une pression sur les infrastructures universitaires ne sont pas compensées par la seule taxe versée au syndicat des étudiants de l'UAM (UENUM par les promoteurs des UER) ; ce que confirme un article de jeune Afrique (2010) qui montre qu'à l'université de Cocody « *la seule obole dont il faut s'acquitter ici, c'est une redevance versée à la Fédération Estudiantine et Scolaire de Côte d'Ivoire (Fesci), [...]. Par exemple, il faut payer 25 000 F CFA pour pouvoir bénéficier d'une chambre dont la vocation est d'être transformée en boutique ou en lieu de travail* ». Ces deux situations corroborent la thèse de D. Turnham cité par C. Morrisson et D. Mead (2016 p. 3) qui affirme que l'essence de l'informel réside dans l'absence de conformité au cadre réglementaire. A Niamey, les étudiants ont profité d'un vide réglementaire : la voie principale de l'UAM n'appartient apparemment à personne.

## Conclusion

Cette étude sur les UER au sein de l'Université Abdou Moumouni de Niamey a relevé beaucoup de réponses par rapport au développement de ces activités. Le constat est que l'UAM de Niamey constitue le plus grand bassin estudiantin du Niger et que cette institution n'est pas en mesure de répondre aux besoins nécessaires des étudiants. Cet état de fait a poussé beaucoup d'étudiant à se lancer dans les activités de vente de produits divers et de prestations de service pour répondre non seulement à leurs besoins mais aussi ceux du personnel universitaire. Cette prolifération des UER est accompagnée d'une occupation de la voie principale qui traverse l'UAM d'est en ouest. Cette voie est jonchée par des stands construits ou non construits qui contribuent à l'encombrement de la rue. Cela est relatif à l'absence de réglementation et des normes de construction et d'occupation du sol. Car, ni les autorités municipales, ni universitaires n'ont pas une main mise sur cette emprise. La voie est devenue un « *no man's land* ».

Ces UER sont multiformes (photocopie, petite restauration, vente de chaussure, de prêt-à-porter, de tissu, de cosmétiques, de détergent) mais la petite restauration marchande est la plus représentée dans l'espace parce qu'elle facilite l'accès à une alimentation prêt à être consommée qui joue sur le temps pour les étudiants qui désirent manger vite pour aller au cours. Ces activités se pratiquent dans des hangars en paillottes ou préfabriqués, en plein air, sous un arbre ou dans une boutique construite. La plupart de ces stands ne répondent à aucune norme de construction, ni d'occupation de l'espace, d'où ledésordre observé à l'UAM. Notons aussi que ces activités ne sont pas contrôlées par les autorités municipales, *a fortiori* universitaires. Seul le syndicat des étudiants procède à l'octroi des places et au prélèvement des taxes mensuelles auprès de ces prestataires.

Les acteurs de l'UER sont en majorité composés des étudiants vivant sur le campus ou aux alentours de l'université. Ils sont venus d'horizon divers et ont un niveau d'étude élevé. Les Hausa sont les plus dominants dans le commerce et les femmes dans la petite restauration marchande. Par ailleurs, ces prestations contribuent à l'amélioration des conditions de vie et d'étude des étudiants tant en temps qu'en service offert mais aussi à l'animation du 5<sup>ème</sup> arrondissement qui l'abrite.

En termes de perspective, cette étude n'a pas pris en compte toutes les activités de façon spécifique. Les recherches sur l'implantation des différents secteurs d'activité s'avèrent nécessaire pour comprendre la logique des commerçants, leur réseau d'approvisionnement ; leur revenu, leur relation avec la population de l'Arrondissement Communal Niamey 5 et faire des propositions d'aménagement.

## Bibliographie

BAHUCHET Serge et IOVEVA-BAILLON Kornelia, 1998, « Le rôle de la restauration de rue dans l'approvisionnement des villes en viande sauvage : le cas de Yaoundé (Cameroun) », in : Bley D et al. *Villes du sud et environnement*. Ed. Du Bergier, travaux de la société d'écologie humaine, pp.171-182.

- BALLA SOULEY Aboubacar, 2022, *Les unités économiques de rue, enjeux de développement local durable dans l'arrondissement communal Niamey 5 (Niger)*, Thèse de doctorat, université Abdou moumouni de Niamey, 363 p.
- BOUABRE Gnoka Modeste, 2008, *Conditions de travail des opérateurs de photocopie sur le campus de l'université de Cocody*, Mémoire de DESS de Psychologie du travail, Ergonomie et NTIC, université de Cocody, 70 p.
- BOUBACAR AKALI Haoua, 2019, *La petite restauration marchande de rue à Niamey : l'exemple des vendeurs de viandes préparées*, Thèse de doctorat, université Abdou Moumouni de Niamey, 392 p.
- BUKOME Itongwa, SCHOUMAKER Merrenne, 1988, « Le commerce « flottant » alimentaire à Lubumbashi (Zaire) », in *Les cahiers d'Outre-Mer*, 41-161, pp 61-79.
- DIOUF Made B, 1981, « Les restauratrices de la zone industrielle de Dakar, ou la guerre des marmites », pp.237-250, in *Cahiers d'Etudes Africaines*. Villes africaines au microscope. XXI (1-3), 81-83, Vol. 21,1981, 624 p.
- H. De SOTO, 1994, *l'autre sentier : la révolution informelle dans le tiers monde*, Edition La découverte, Paris, 245 p.
- JEUNE AFRIQUE, 2010, *Campus business*. Disponible à <https://www.jeuneafrique.com/196742/societe/campus-business/>, consulté le 15 septembre 2023.
- LAURENT Gagnol et HERAUD Jean-Alain, 2001, « Impact économique régional d'un pôle universitaire : application au cas Strasbourgeois », in *Revue d'Economie Régionale et Urbaine*, octobre, n°4, pp.581-604. Doi : 10.3917/reru.014.0581
- MONNET Jérôme, 2006, « Le commerce de rue, ambulancier ou informel et ses rapports avec la métropolisation : une ébauche de modélisation », in *Autrepart*, n° 39 2006, pp 93-109.
- MORRISSON Christian, MEAD Donald, 1996 « Pour une nouvelle définition du secteur informel », in
- MOTCHO Kokou Henri, 2005, « Comportements et attitudes de la population de Niamey, capitale du Niger, vis-à-vis des infrastructures publiques: l'invasion de la rue, une règle établie », in DAMBO L., REYNARD E. *Vivre dans les milieux fragiles: Alpes et Sahel*. Université Abdou Moumouni, Département de Géographie, Université de Lausanne, institut de Géographie. Travaux et recherches N° 31, 2005, pp 177-192.
- MOUSSA YAYE Abdoul-Bachirou, 2021, *Impact socioéconomique de l'université Abdou Moumouni sur l'arrondissement communal Niamey 5*, Mémoire de master de recherche, Université Abdou Moumouni de Niamey, p. 86.
- NYASSOGBO Gabriel Kwami, 2011, « Les activités informelles et l'occupation des espaces publics. Les trottoirs de Lomé au Togo », in *Revue de géographie tropicale et d'environnement*, n°2, EDUCI, 2011, pp. 22-33.
- Revue d'économie du développement*, 1996, 3-4, pp 3-26.
- ROBERT Shields, 2014, « Villes et universités », in : *Espaces et sociétés*. Vol.4, n° 159, pp.167-171, DOI 10.3917/esp.159.0167
- SIDIKOU Arouna Hamidou, 1980, *Niamey, étude de géographie socio-urbaine*, Thèse d'état, Université de Normandie, Rouen, deux tomes, 448 p.
- Université Abdou Moumouni, *Guide de l'étudiant 2016-2017*, 63 p. WACKERMANN Gabriel, 2005, *Dictionnaire de géographie*, Ellipses, 432 p.